vinetur

Les producteurs de vin espagnols ont battu un record avec 8,57 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024.

La hausse de 81 % des services a compensé la faiblesse des ventes de produits, portant les exportations au-dessus du marché intérieur.

vendredi 25 septembre 2026



Les producteurs de vin espagnols ont enregistré en 2024 leur chiffre d'affaires le plus élevé jamais atteint, malgré la baisse du nombre d’entreprises vinicoles, un recul des investissements pour la deuxième année consécutive et un fléchissement des ventes de produits. Une analyse de l’Organisation interprofessionnelle du vin espagnol, ou OIVE, fondée sur les données structurelles des entreprises de l’Institut national de la statistique espagnol, ou INE, a évalué le chiffre d’affaires du secteur à 8,5668 milliards d’euros, en hausse de 0,9 % par rapport à 2023.

La hausse a représenté 76,6 millions d’euros de plus qu’un an plus tôt. Dans le même temps, le résultat brut d’exploitation du secteur, tel que rapporté par l’OIVE hors amortissements, a progressé de 29,5 % pour atteindre 941,9 millions d’euros. Les ventes à l’étranger ont également dépassé les ventes en Espagne, faisant des exportations le premier marché des producteurs espagnols de vin l’an dernier.

Le nouveau record intervient après plusieurs années de reprise depuis la période de pandémie, mais le rythme de croissance a continué de ralentir. Le chiffre d’affaires est passé de 8,4142 milliards d’euros en 2018 à 7,8065 milliards en 2019, puis à 7,3102 milliards en 2020. Il est ensuite remonté à 7,8295 milliards en 2021, 8,271 milliards en 2022, 8,4902 milliards en 2023, et enfin 8,5668 milliards en 2024. Cela signifie que le chiffre d’affaires 2024 était supérieur de 17,2 % au niveau de 2020, mais seulement de 1,8 % à celui enregistré six ans plus tôt, en 2018.

La tendance montre aussi une nette perte d’élan. La croissance annuelle est passée d’environ 7,1 % en 2021 à 5,6 % en 2022, 2,7 % en 2023 et 0,9 % en 2024. En valeur absolue, chaque année a ajouté moins de chiffre d’affaires que la précédente. Le secteur a gagné 519,3 millions d’euros en 2021, 441,5 millions en 2022, 219,2 millions en 2023 et seulement 76,6 millions en 2024.

Sur une période plus longue, l’expansion du secteur reste significative. La série historique de l’OIVE démarre à 2,5591 milliards d’euros en 1993. De ce point à 2024, le volume d’affaires a plus que triplé en valeur nominale, ce qui, selon l’OIVE, correspond à une hausse annuelle moyenne d’environ 4 %.

La composition du chiffre d’affaires a sensiblement évolué l’an dernier. Les ventes de produits ont reculé de 0,9 %, passant de 7,7165 milliards à 7,6504 milliards d’euros. Les ventes de marchandises n’ont progressé que de 0,3 % pour atteindre 600,8 millions. Le changement le plus marqué est venu des services, dont le chiffre d’affaires a bondi de 81 %, de 174,4 millions à 315,7 millions d’euros.

Cette hausse des services a apporté 141,3 millions d’euros, soit davantage que l’augmentation totale du chiffre d’affaires, assez pour compenser le recul de 66,1 millions des ventes de produits. Les services ont représenté environ 3,7 % du chiffre d’affaires total en 2024. Le record de chiffre d’affaires ne reflète donc pas une

croissance uniforme de l’ensemble des activités principales des entreprises vinicoles.

Le revenu opérationnel total, mesure plus large que le chiffre d’affaires, a atteint 8,8581 milliards d’euros, en hausse de 0,4 %. Les subventions d’exploitation ont augmenté de 1,3 % pour atteindre 124,7 millions d’euros. Les autres produits d’exploitation ont chuté de 20,5 % à 138,7 millions, et les travaux réalisés pour des immobilisations ont reculé de 20,8 % à 27,9 millions.

L’amélioration la plus nette des comptes du secteur est venue de la baisse des charges d’exploitation. Les coûts d’exploitation totaux ont reculé de 4 % à 8,3994 milliards d’euros, contre 8,7506 milliards en 2023. La baisse de 351,2 millions a mis fin à une série de trois hausses annuelles consécutives des coûts.

La consommation de matières premières et autres approvisionnements a diminué de 5,9 %, passant de 4,8659 milliards à 4,5782 milliards d’euros. Cela représente un recul de 287,7 millions. Cette catégorie a représenté 53,4 % du chiffre d’affaires en 2024, contre 57,3 % un an plus tôt. Autrement dit, les caves ont facturé légèrement plus tout en dépensant moins pour ces intrants.

Ce recul a interrompu trois hausses annuelles consécutives de la consommation de matières premières et d’approvisionnements, qui était passée de 3,9832 milliards d’euros en 2020 à 4,8659 milliards en 2023. Même si le chiffre d’affaires est désormais supérieur au niveau de 2018, ce poste de coût restait 7,2 % en dessous des 4,9333 milliards enregistrés cette année-là.

La valeur combinée de la consommation et des travaux sous-traités a diminué de 8,5 % pour s’établir à 5,1393 milliards d’euros, contre 5,6178 milliards. Dans ce total, la consommation de marchandises a reculé de 14 % à 385,3 millions. Les travaux effectués par d’autres entreprises sont passés de 303,7 millions à 175,8 millions. Les services extérieurs ont évolué à l’inverse et ont progressé de 2,9 % à 1,5746 milliard.

Les stocks ont eux aussi fortement évolué. La variation des stocks de produits est tombée de 237,1 millions d’euros en 2023 à 48,7 millions en 2024, soit une baisse de 79,5 %. Cette donnée mesure la variation annuelle des stocks, et non la valeur totale des produits stockés. Elle est restée positive, mais très en deçà du niveau de 2023 et

également inférieure aux 169,4 millions enregistrés en 2022.

Dans ce contexte, le résultat brut d'exploitation du secteur s'est amélioré de 214,3 millions d'euros, passant de 727,6 millions à 941,9 millions. La hausse de 29,5 % a porté l'indicateur au-dessus des niveaux observés en 2021 et 2022, où il s'établissait respectivement à 914,5 millions et 915,8 millions d'euros, tout en restant inférieur aux 992,3 millions atteints en 2018.

Les mêmes statistiques font également apparaître un résultat d'exploitation de 458,7 millions d'euros, contre 72,3 millions en 2023. L'OIVE a précisé qu'il s'agit d'un indicateur différent du résultat brut d'exploitation et qu'il ne faut pas le confondre avec le résultat net de l'exercice.

Le nombre d'entreprises de production de vin a continué de se contracter. L'Espagne en comptait 3 988 en 2024, soit 1,2 % de moins qu'en 2023, ou 50 entreprises de moins. Le secteur est donc repassé sous le seuil des 4 000 entreprises après l'avoir dépassé l'année précédente. Les dernières années ont montré des fluctuations répétées, avec 4 071 entreprises en 2019, 3 839 en 2020, 4 038 en 2021, 3 994 en 2022 et 4 038 en 2023.

Même après ce dernier recul, le secteur comptait encore plus d'entreprises qu'il y a dix ans. On dénombrait 3 709 producteurs en 2015. En divisant le chiffre d'affaires total du secteur par le nombre de caves, on obtient un volume d'affaires moyen d'environ 2,15 millions d'euros par entreprise en 2024, contre environ 2,10 millions en 2023.

L'emploi est resté presque inchangé. Les effectifs totaux s'établissaient à 32 144 personnes en 2024, contre 32 183 un an plus tôt, soit une baisse de 39 salariés, ou 0,1 %. Mais ce résultat stable masquait deux évolutions opposées. Les salariés rémunérés ont augmenté de 2,2 % pour atteindre 30 210 personnes, soit 655 de plus, tandis que les salariés non rémunérés ont reculé de 26,4 % à 1 934, soit une baisse de 694.

Les heures travaillées par les salariés rémunérés ont augmenté de 2,1 % pour atteindre 51,062 millions. Par rapport à 2015, le secteur employait beaucoup plus de personnes. À l'époque, il comptait 24 413 travailleurs, dont 22 574 salariés rémunérés. En 2024, l'emploi total était supérieur de 7 731 personnes à celui d'il y a neuf ans.

Les coûts de main-d'œuvre ont continué d'augmenter. Les charges de personnel ont atteint 1,1862 milliard d'euros, en hausse de 4,9 % par rapport à 2023, soit 55,2 millions de plus. Les salaires et traitements ont progressé de 4,6 % pour atteindre 927,1 millions d'euros, et les cotisations sociales ont augmenté de 5,9 % à 258,6 millions.

Ce poste a augmenté chaque année depuis 2015, lorsque les coûts de main-d'œuvre s'élevaient à 762,5 millions d'euros. La hausse cumulée jusqu'en 2024 a été d'environ 55,6 %. L'évolution comprenait 932,2 millions d'euros en 2018, 998,6 millions en 2021, 1,0394 milliard en 2022 et 1,131 milliard en 2023 avant d'atteindre le dernier niveau. Cela signifie que les coûts de personnel ont continué de croître alors même que les dépenses d'exploitation globales reculaient.

Les exportations ont été un moteur central du chiffre d'affaires. Les ventes à l'étranger ont totalisé 4,3482 milliards d'euros en 2024, en hausse de 2 % par rapport à l'année précédente, soit une augmentation de 85,6 millions. Les ventes intérieures ont légèrement reculé à 4,2186 milliards d'euros, en baisse de 0,2 %. Sur la base du chiffre d'affaires total, les exportations représentaient environ 50,8 % de l'activité, contre 49,2 % pour les ventes en Espagne.

Le marché intérieur s'était redressé en 2023, lorsque les ventes en Espagne avaient atteint 4,2276 milliards d'euros, contre 3,8088 milliards en 2022. Le chiffre de 2024 a préservé l'essentiel de ce rebond sans l'amplifier. Il restait aussi nettement en dessous du niveau record d'environ 5,387 milliards d'euros figurant dans la série historique, laissant le chiffre d'affaires intérieur environ 21,7 % sous ce sommet antérieur.

Au sein des exportations, les ventes vers les pays de l'Union européenne ont enregistré la plus forte hausse en pourcentage. Elles ont augmenté de 5 % pour atteindre 1,3322 milliard d'euros, soit 63 millions de plus qu'en 2023, et ont représenté environ 15,6 % du chiffre d'affaires total. Le marché de l'UE a désormais progressé trois années de suite, passant de 1,1748 milliard d'euros en 2021 à 1,2481 milliard en 2022, 1,2692 milliard en 2023, puis au total de 2024. Malgré tout, il restait bien en dessous des 1,6585 milliard d'euros enregistrés en 2019. L'OIVE a estimé que les variations antérieures pouvaient être liées à des hausses ponctuelles des exportations de vin en

vrac vers les partenaires de l’UE.

Les ventes vers les pays hors UE ont atteint 3,0161 milliards d’euros, en hausse de 0,8 % par rapport à 2,9933 milliards en 2023. Ces marchés ont représenté environ 35,2 % du chiffre d’affaires et sont restés nettement plus importants que le segment des exportations vers l’UE. La tendance de fond hors du bloc a été plus volatile. Le chiffre d’affaires réalisé dans les pays tiers est passé de 1,5319 milliard d’euros en 2020 à 2,6429 milliards en 2021 et 3,2141 milliards en 2022, avant de reculer de 6,9 % en 2023 puis de ne se redresser que partiellement en 2024.

L’OIVE a indiqué que la performance sur les marchés hors UE témoigne d’une diversification plus large des marchés d’exportation des caves espagnoles. En 2024, la croissance des ventes dans et hors UE a porté les exportations totales à un niveau supérieur de 129,6 millions d’euros au chiffre d’affaires généré en Espagne.

L’amélioration des résultats ne s’est pas accompagnée d’une hausse des investissements. L’investissement net en immobilisations corporelles a reculé de 7,2 % à 444,1 millions d’euros, contre 478,5 millions en 2023 et 524 millions en 2022. Sur deux ans, cela représente une baisse cumulée d’environ 15,2 %.

Rapporté au chiffre d’affaires, l’investissement en immobilisations corporelles représentait environ 5,2 % du chiffre d’affaires, contre 5,6 % en 2023. À plus long terme, les 444,1 millions investis en 2024 étaient 30,7 % en dessous des 641,2 millions enregistrés en 2015.

Plusieurs postes ont reculé. L’investissement net en terrains a chuté de 45,4 % à 21,4 millions d’euros. Les investissements en machines ont baissé de 12,7 % à 90,4 millions. Les dépenses consacrées aux installations techniques, y compris les acquisitions, améliorations et actifs produits par l’entreprise, ont diminué de 4,1 % à 97,3 millions.

L’investissement dans d’autres actifs corporels a diminué de 7,1 % à 132,8 millions d’euros. La construction a constitué la principale exception, progressant de 11,8 % à 102,3 millions. Alors que l’investissement physique a globalement faibli, l’investissement incorporel a fortement augmenté, passant de 12,5 millions d’euros à 33,7 millions, soit une hausse de 169,4 %.